

La République contre son École



Sortie début novembre 2011

Certains, après la sortie de [« Main basse sur l'école publique »](#), n'ont pas voulu croire, au moins dans un premier temps, dans la radicalité des postulats et partis pris idéologiques qui avaient présidé, comme nous le dénoncions alors, aux mesures initiées par Xavier Darcos. Puis la « fusée des réformes » a décollé, et les yeux de nombreux citoyens, au-delà même de la communauté éducative, ont été décillés. Les atteintes graves au service public d'éducation se sont succédées à un rythme infernal, de la suppression annoncée de la carte scolaire à une survie problématique des IUFM et des maternelles, de la confirmation, pour les communes, d'une obligation de chèque-éducation au bénéfice des établissements privés, au plan banlieue encourageant la création de nouvelles écoles privées catholiques, en passant, bien sûr, par des suppressions de postes d'enseignants (dont les RASED) planifiées sur au moins deux années, par dizaine de milliers, entraînant, ici, des suppressions de classes et même d'écoles, là, l'explosion des effectifs par classes, pour le public.

Une vigilance démocratique s'est fait jour au fil de l'automne 2008, authentique réveil citoyen, soucieux de voir survivre l'idéal républicain d'une école publique, gratuite et laïque. Des parents d'élèves s'inquiètent ainsi de ce qui apparaît a minima, comme un désinvestissement des pouvoirs publics, de sa mission éducative, pourtant inscrite dans la Constitution. Certains s'interrogent avec acuité : *« Aujourd'hui, nous pouvons légitimement nous poser la question: l'Etat a-t-il toujours les mêmes ambitions en ce qui concerne l'instruction de ses citoyens et l'intérêt commun de la société portés par un service public d'éducation de qualité soutenu par une volonté politique forte? »*

Réveil significatif d'une prise de conscience nouvelle et qui se généralise, du fait que les coups portés à l'institution-Ecole font partie d'un plan d'ensemble dont la perspective et les fins non seulement, ne sont pas portées au débat public, mais sont tout bonnement occultées. Prise de conscience d'autant plus inquiète, que, comme nous l'avons déjà pointé du doigt, plus personne aujourd'hui, ne pose plus

sur la table, une question public-privé prétendument dépassée.

A l'heure d'une rigueur inégalée, qui pour reprendre l'expression d'observateurs, s'est aujourd'hui « attaqué à l'os » du service public d'éducation, **jamais dans le même temps, l'Etat n'avait autant organisé la concurrence de son propre service public.**

Ainsi, dans le même temps, la multiplication des offrandes qui tombent ces dernières années du ciel gouvernemental dans l'escarcelle de l'enseignement catholique, loin de figurer quelque miracle, quelque effet d'aubaine aux avantages inespérés, sont les manifestations d'une complicité structurelle, assortie d'avantages calculés.

Loin de nous l'idée d'emprunter le tortueux chemin des théories du complot et autres conspirations occultes. En revanche, notre thèse, qu'un grand nombre de faits et de constats confirment, affirme clairement que la politique actuellement menée rue de Grenelle, relève d'un vrai projet politique assumé, non dévoilé comme tel, pour la simple et bonne raison que l'opinion ne l'accepterait pas.

Cette attaque en règle se déploie en effet dans une stratégie plus élaborée, portée par une volonté politique, aujourd'hui assumée par l'Etat, de faire de **la liberté de l'enseignement catholique, en concurrence frontale avec l'éducation dite nationale, le cheval de bataille exclusif du gouvernement.**

*« Je vous propose enfin que nous **n'ayons plus peur d'afficher notre attachement à la liberté de l'enseignement** et que nous permettions à tous les parents qui le souhaitent, dans le respect des équilibres chèrement acquis, d'inscrire leurs enfants dans un établissement privé sous contrat »...* Telle était la teneur de l'un des discours de campagne prononcé à Angers, le 1^{er} décembre 2006 par le futur président de la République Nicolas Sarkozy. Démarche inhabituelle, d'un Etat qui anticipe et promeut le « libre choix des familles » pour financer, avec un surcoût certain non embarrassé de rigueur budgétaire, la concurrence du service public qu'il a l'obligation de maintenir. La suppression de la carte scolaire couplée avec l'affrontement du privé, fait ainsi du « choix des parents », la première variable d'ajustement d'une régulation par le marché.

Ainsi, le surdimensionnement et le financement du privé par la puissance publique, incitent aujourd'hui, les libéraux et les cléricaux à s'allier pour faire dériver l'**Institution** éducation vers une logique de **service**, qui met en concurrence public et privé, afin de mieux installer la formation dans une logique consumériste.

Ces instrumentalisation du « libre choix », à en croire l'Evêque d'Angoulême Monseigneur Dagens qui s'exprimait avant l'élection présidentielle de 2007, marquent *« un moment décisif pour l'enseignement catholique »*.

Dans cette note de 2006, il mettait en garde contre « les logiques extérieures » : *« L'enseignement catholique en France, en ce début du XXI^e siècle, se trouve, sinon à un tournant, du moins à un moment décisif. Il est appelé à manifester, de l'intérieur de lui-même, son caractère spécifique, et dans la société et dans l'Eglise. Sous peine de perdre son caractère spécifique, et de se laisser détourner, pour ne pas dire « dénaturer », soit par des logiques extérieures à lui-même, des logiques d'utilité sociale ou d'influence sociale, soit par des logiques plus ou moins cachées de privatisation. »*

Avant même l'épisode du Latran, première entorse à la laïcité[1] du nouveau Président de la République Nicolas Sarkozy, ce dernier recevait, en sa première rentrée scolaire, le vendredi 7 septembre 2007, le secrétaire général de l'enseignement catholique Eric Mirieu de Labarre. Qui ne semblait pas craindre quant à lui, de se « laisser détourner ». Loin s'en faut...« En ressortant de l'Elysée, relate Mirieu De Labarre, on s'est dit : « Cette fois, ça y est ! Il va nous aider ». Simplement, on ne savait pas encore quelle forme ça prendrait » ...«Nous sommes décomplexés»[2]. Le président de la République, ainsi que le rapporte le communiqué de l'enseignement catholique, diffusé quatre jours plus tard, « a indiqué qu'il soutiendrait tout particulièrement les projets d'ouvertures de structures éducatives et pédagogiques dont l'objectif est d'améliorer l'égalité des chances. Puis, il a manifesté sa confiance au ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, pour travailler avec l'enseignement catholique dans ce sens. »[3]

Les actes politiques sont allés depuis, bien au-delà de ces promesses affichées, savamment dissimulés aux yeux de l'opinion derrière le paravent d'une nécessaire « parité ».

Ainsi le démantèlement de l'école publique est-il bien en route, conformément à la doxa libérale affichée. Mais le grand œuvre des gouvernements successifs de Nicolas Sarkozy, réside bien au-delà dans une grande idée, annoncée par le Medef dès.... en la personne de Denis Kessel : casser la République sociale née du Conseil National de la Résistance. La finalité dernière de ces manœuvres, n'est rien moins que de casser l'école issue du Conseil National de la Résistance. **Cette école, qui est un maillon essentiel de reproduction et de transmission des valeurs, de cette République sociale. A travers l'école, n'est-ce pas cette République laïque et sociale que l'on ne veut plus voir perdurer ?**

[1] Claude Lelièvre et Christian Nique, *L'école des présidents*. Odile Jacob, 1995, page 47 : « Ni l'Église en tant que telle ni aucune association nationale, avait précisé M. Debré lors de la phase de préparation, ne peut être le partenaire du ministère de l'Éducation ; la coopération se fera donc à l'intérieur d'un service public pluraliste grâce à des contrats passés avec les établissements. ».

[2] Médiapart le 21 mars 2008 Le gouvernement va aider l'école privée en banlieue Par Mathilde Mathieu

[3] Secrétariat général de l'enseignement catholique, communiqué du 11 septembre 2007.

<http://www.facebook.com/#!/pages/La-R%C3%A9publique-contre-son-%C3%89cole/177504315658264>